Femmes et Environnement : RASIPE-ONG lance le Projet d'Appui aux Femmes pour la Transformation du Moringa à Pèrèrè

Dans le contexte actuel des changements climatiques, les femmes constituent un levier important sur lequel l'humanité peut s'appuyer pour atteindre les objectifs du développement durable, notamment en ce qui concerne la conservation de la biodiversité et l'autonomisation de la gent féminine.

Vue d'ensemble des participants à la cérémonie de lancement officiel

Convaincue de cette réalité, l'ONG Recherche-Action en Système d'Information et Protection de l'Environnement (RASIPE-ONG) s'est engagée aux côtés des femmes rurales de la commune de Pèrèrè, à travers le Projet d'Appui aux Femmes pour la Transformation du Moringa (PAFTM), qui vise à renforcer les capacités des femmes de la commune, à promouvoir l'autonomisation économique et à améliorer leurs conditions de vie par la transformation et la commercialisation du moringa.

Réunies au sein de la Coopérative Donorou, les femmes bénéficiaires ont accueilli le lancement officiel dudit projet, ce mercredi 29 mai 2024, dans le village de Sonon, arrondissement de Guinagourou, commune de Pèrèrè. L'évènement a connu la présence du chef de l'arrondissement, du chef du village, des responsables du projet, des femmes bénéficiaires et de la référente de la Maison de la Société Civile du Borgou.

Cérémonie de lancement officiel

Dans son allocution, le président de RASIPE-ONG, Luc ADETONA, a salué la présence effective des participants avant de rappeler les objectifs à atteindre dans le cadre du projet. « *Votre présence témoigne de votre engagement et de votre soutien indéfectible à l'égard de l'autonomisation des femmes et du développement durable de notre chère commune, Pèrèrè. Ce projet, fruit de plusieurs mois de préparation et de collaboration, est l'exemple parfait de ce que nous pouvons accomplir lorsque nous unissons nos forces autour d'un objectif commun* », a-t-il déclaré. L'objectif étant, selon Luc ADETONA, de contribuer au développement socio-économique des femmes de la commune à travers la valorisation du moringa et la protection de l'environnement.

Pour le Chef d'Arrondissement, monsieur Gado LAFIA, le projet jouera un grand rôle dans l'autonomisation des femmes mais aussi dans la nutrition en milieu rural. « *Je demande à RASIPE-ONG de penser à une extension du projet à d'autres villages de l'arrondissement si possible* », a-t-il plaidé. Le chef de village, monsieur Gaoué SUANON, fier du choix porté sur sa localité pour abriter ce projet, n'a pas manqué d'exprimer toute sa satisfaction.

« *C'est une immense joie pour moi, que les femmes de Sonon bénéficient de ce projet. Je ne peux que remercier les responsables du projet et les partenaires qui les soutiennent, et les bénir afin que de plus grandes portes leur soient ouvertes, pour que Sonon soit encore honoré dans les prochaines années* », a-t-il exprimé. Tout en rassurant de sa disponibilité à accompagner la mise en œuvre du projet, Gaoué SUANON a exhorté les bénéficiaires à faire preuve de courage et d'engagement, afin que les objectifs visés soient atteints. Son message est visiblement bien reçu par les femmes de la coopérative qui, à travers leur présidente, ont exprimé toute leur gratitude à l'endroit de RASIPE-ONG.

Engagement des bénéficiaires

Au nom des bénéficiaires, Biba SANDA, présidente de la Coopérative, déclare: « *Nous témoignons notre gratitude à RASIPE-ONG et à tous les partenaires qui accompagnent ce projet. Nous promettons de bien entretenir les plants de moringa, et de jouer pleinement notre partition, afin que les attentes de nos donateurs soient comblées* ».

Visite de terrain

Caroline ADISSOTOUN, référente de la Maison de la Société Civile du Borgou et représentante des partenaires, a également exhorté les femmes bénéficiaires, de même que les autorités locales, à véritablement accompagner la mise en œuvre du projet, soulignant qu' « *une femme autonomisée, c'est toute une population qui en jouit* ».

L'approche participative et interactive de la rencontre a permis aux participants d'exprimer toutes leurs préoccupations sur les différents aspects du projet. Des préoccupations auxquelles Luc ADETONA, président de RASIPE-ONG et chargé du projet, n'a pas manqué d'apporter des clarifications. La rencontre a pris fin par la visite du site d'implémentation du projet, où de jeunes plants de moringa oleifera poussent déjà depuis quelques mois, donnant l'espoir d'un avenir prometteur et durable pour ces femmes rurales battantes de la commune de Pèrèrè.

Faut-il le préciser, le Projet d'Appui aux Femmes pour la Transformation du Moringa est soutenu par la Maison de la Société Civile et principalement par l'Ambassade de France au Bénin, et sera mis en œuvre sur 10 mois. À travers ce projet, RASIPE-ONG contribue à l'atteinte des ODD 1, 2, 5, 12, 13 et 15 des Nations Unies, qui appellent à agir pour l'éradication de la faim, la lutte contre les changements climatiques, l'autonomisation des femmes et la conservation de la biodiversité.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Journée mondiale de la population: Du Recensement au Développement

La célébration ce 11 juillet 2024 de la Journée mondiale de la population est l'occasion de mettre en lumière ces efforts. C'est parce que chaque personne compte et que chaque individu du globe doit jouir de ses droits humains et atteindre son plein potentiel que la Journée mondiale de la population doit interpeller sur la nécessité de mettre en place des systèmes de données reflétant fidèlement la diversité humaine.

Cette journée mondiale constitue également une occasion de célébrer les progrès en matière d'amélioration de la prestation des soins de santé à l'échelle mondiale, à la faveur notamment d'une révolution technologique permettant de mesurer, plus efficacement que jamais auparavant, la réalité et les expériences des personnes.

« L'humanité ne pourra progresser que si chaque personne est recensée, où qu'elle se trouve et quelle qu'elle soit, dans toute sa singularité. Pour en finir avec les inégalités, pour instaurer et cultiver la paix et la prospérité, pour que l'espoir brille d'une lumière plus intense, il importe de redoubler d'efforts en faveur de l'inclusion », a souligné à cette occasion la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, Natalia Kanem.

Dans une déclaration à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la population, Mme Kanem a salué les « énormes » progrès réalisés dans la collecte, l'analyse et

l'utilisation des données démographiques au cours des trente dernières années, répondant à l'appel de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

De nouvelles statistiques démographiques, ventilées par âge, origine ethnique, genre et autres facteurs, reflètent la diversité au sein de nos sociétés, a-t-elle fait remarquer, notant, à titre d'exemple, que les deux tiers des pays du monde incluent désormais des questions sur le handicap dans leur questionnaire de recensement.

La prospérité d'une population repose inévitablement sur une identification précise de ses besoins et attentes. Partout dans le monde, des efforts considérables sont déployés pour améliorer continuellement la collecte et l'analyse des données démographiques.

La célébration de la Journée mondiale de la population, qui a eu lieu ce jeudi, met en lumière ces efforts. Chaque personne compte, et chaque individu doit jouir de ses droits humains et atteindre son plein potentiel. La Journée mondiale de la population rappelle l'importance de mettre en place des systèmes de données qui reflètent fidèlement la diversité humaine.

Cette journée est également une occasion de célébrer les progrès réalisés dans l'amélioration de la prestation des soins de santé à l'échelle mondiale, grâce à une révolution technologique permettant de mesurer, plus efficacement que jamais, la réalité et les expériences des personnes.

« L'humanité ne pourra progresser que si chaque personne est recensée, où qu'elle se trouve et quelle qu'elle soit, dans toute sa singularité. Pour en finir avec les inégalités, instaurer et cultiver la paix et la prospérité, et faire briller l'espoir d'une lumière plus intense, il est essentiel de redoubler d'efforts en faveur de l'inclusion », a souligné Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies

pour la population, à cette occasion.

Dans une déclaration pour la Journée mondiale de la population, Mme Kanem a salué les « énormes » progrès réalisés dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données démographiques au cours des trente dernières années, répondant à l'appel de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

Elle a souligné que les nouvelles statistiques démographiques, ventilées par âge, origine ethnique, genre et autres facteurs, reflètent la diversité de nos sociétés. À titre d'exemple, les deux tiers des pays du monde incluent désormais des questions sur le handicap dans leurs questionnaires de recensement. Au Bénin, « En une trentaine d'années, la population du Bénin a enregistré une tendance plus que galopante. Elle a triplé, passant de 3,3 millions d'habitants en 1979 à plus de 10 millions habitants en 2013 soit un taux d'augmentation de plus de 200% sur la période. Si la dynamique démographique actuelle reste maintenue, notre population pourrait doubler d'ici 2050. Ceci n'est pas forcément une mauvaise chose. C'est l'assurance que l'identité du Bénin, celle pour laquelle le Gouvernement travaille depuis 2016, va se consolider et se transmettre de génération en génération », a déclaré le Ministre du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, Abdoulaye Bio Tchane.

Megan Valère SOSSOU

Agroécologie et économie

circulaire: Plus de 100 jeunes et femmes se réunissent pour un atelier

Le 24 juin 2024, le centre IITA d'Abomey-Calavi accueillera cent vingt-cinq (125) jeunes et femmes du secteur agricole pour un atelier de formation et de sensibilisation sur les pratiques agroécologiques et l'économie circulaire. Cet événement, initié par Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) avec le soutien de Climate and Clean Air Coalition (CCAC) de l'UNEP, vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques pour réduire les polluants climatiques de courte durée de vie dans la production de maïs et de riz.

Le consortium soutenant cette initiative comprend l'association des Paysans du Ghana, Africa Rice, et le Council for Scientific Industrial Research (CSIR). L'objectif principal est de sensibiliser les participants à la réduction des émissions de méthane et de noir de carbone, qui sont des polluants significatifs dans la culture de ces deux produits vivriers essentiels.

Cette première cohorte de formation cible les départements de l'Atlantique, du Littoral, du Mono et du Couffo. Au total, près de cinq cents (500) jeunes à travers tout le Bénin bénéficieront de cette formation. Les participants incluront des membres des organisations paysannes, des groupements de femmes, ainsi que des coopératives et associations de jeunes œuvrant dans le secteur agricole, en particulier dans la culture du maïs et du riz.

À la fin de cette journée de formation, les participants devraient être capables d'appliquer sur le terrain des

pratiques visant à atténuer les effets des polluants climatiques de courte durée de vie (PCCDV), contribuant ainsi à un secteur agricole plus durable et respectueux de l'environnement.

Megan Valère SOSSOU

Conférence Débat sur le financement du système de santé au Bénin : Des médecins de la diaspora se mobilisent

Une conférence-débat sous le thème « Recherche de financement du système de santé au Bénin » a été organisée ce mercredi par des médecins de la diaspora au Novotel Hôtel de Cotonou. L'événement a réuni de nombreux acteurs du secteur, offrant un cadre propice à des échanges fructueux sur les mécanismes de mobilisation des fonds pour soutenir les projets de santé dans le pays.

Le promoteur de cette initiative a souligné l'objectif de rassembler les efforts en vue de créer une plateforme bénéficiaire de subventions gouvernementales ou de partenariats, visant à favoriser l'épanouissement du système de santé béninois. Au total, 11 interventions ont ponctué la conférence.

Parmi les intervenants, Lazare Noulekou, DG de ECOBANK-Bénin, a mis en lumière les possibilités de financement disponibles dans les institutions bancaires pour les cliniques et autres

acteurs du système de santé, grâce à des modalités de crédit à des taux raisonnables.

Le Dr Josias Sohinto, Président du Conseil d'Administration de l'Association des Cliniques Privées du Bénin (CA/ACPB), a souligné l'importance de la collaboration pour renforcer la crédibilité des institutions de santé vis-à-vis des banques, en vue d'un développement optimal du secteur.

Le partage d'expérience du Dr Comlan Agossou, gynécologue et promoteur de clinique, a mis en avant l'importance du renom et du parcours professionnel dans l'accès aux financements.

Les défis rencontrés dans les relations avec les institutions bancaires ont été abordés par Yacinthe Jessougnon Agon, DG de «CIPA Jessougnon».

L'aspect juridique a également été exploré par Maître Zinzindohoue, avocat, qui a évoqué les lois régissant la profession médicale au Bénin et les dispositions pour obtenir un prêt.

Enfin, l'Abbé Jean Clotaire Bocco, prêtre à Montréal, a mis en avant l'importance de la spiritualité dans le parcours de soins.

La conférence s'est conclue sur une note positive avec les conseils de M. Libert, ancien PDG de l'hôpital UCL NAMUR de Belgique, soulignant l'importance de déléguer les tâches à des managers compétents pour permettre aux médecins de se concentrer pleinement sur la médecine.

La soirée s'est terminée en beauté avec un somptueux buffet offert aux invités, accompagné par les mélodies envoûtantes

d\\\'un pianiste virtuose.

Megan Valère SOSSOU

Comprendre la Salmonellose: une infection alimentaire courante

La salmonellose est une infection bactérienne courante qui affecte le système digestif. La bactérie Salmonella est souvent présente dans les œufs, la viande crue, la volaille, les produits laitiers non pasteurisés et les fruits de mer crus ou mal cuits. Explorer ses causes, ses symptômes et les mesures de prévention peut aider à réduire les risques d\\\'infection. Pour mieux comprendre cette infection, nous avons interrogé le Dr. Pierre Dubois, spécialiste en maladies infectieuses.

Selon lui, la salmonellose survient généralement après la consommation d\\\'aliments contaminés par la bactérie Salmonella. Les symptômes comprennent des nausées, des vomissements, des crampes abdominales, de la diarrhée et parfois de la fièvre.

Il souligne également l\\\'importance de la prévention, déclarant que la prévention de la salmonellose repose sur des pratiques alimentaires sûres, telles que la cuisson adéquate des aliments d\\\'origine animale, le lavage des mains et des ustensiles après manipulation des aliments crus, et l\\\'évitement des aliments à haut risque pour les personnes à risque élevé, comme les jeunes enfants, les personnes âgées et

les personnes immunodéprimées.

En cas de symptômes de salmonellose, le Dr. Dubois recommande de consulter un médecin dès que possible. « La plupart des cas de salmonellose se résolvent d'eux-mêmes en quelques jours, mais dans certains cas, une hospitalisation peut être nécessaire, surtout si les symptômes sont sévères ou si le patient est à risque de complications » a-t-il souligné

Il est important de retenir que la salmonellose peut être évitée en pratiquant des mesures d'hygiène alimentaire adéquates et en suivant les recommandations de sécurité alimentaire. En comprenant les causes, les symptômes et les mesures de prévention de la salmonellose, nous pouvons contribuer à réduire les risques d'infection et à protéger notre santé.

Elysée HOUNSOU

Climat en Afrique de l'Ouest : Benkadi et Woord End Daad mobilisent les parties prenantes

Dans une initiative conjointe visant à mieux appréhender et répondre aux défis des changements climatiques en Afrique de l'Ouest, le Consortium Benkadi et l'ONG Néerlandaise Woord End Daad organisent depuis hier, jeudi 23 mai 2024, une conférence publique régionale à Cotonou autour du thème: « L'Afrique de l'Ouest face aux défis du Changement climatique : Comprendre pour mieux agir »

Conférence publique régionale

L'objectif principal de cet événement de deux jours est de susciter le dialogue multi-acteurs avec les institutions financières et multilatérales sous régionales autour de la justice et la finance climatique. L'initiative rassemble des représentants des ministères, des experts, des décideurs politiques et des partenaires techniques et financiers des pays concernés.

Aurelien Atidegla, Président du Conseil d'Administration de la PASCIB, a souligné l'importance de cette rencontre : « *Après trois années de mise en œuvre du programme Benkadi, cet événement vient à point nommé car il révèle la capacité de la société civile à mobiliser toutes les parties prenantes qui œuvrent pour une gouvernance participative indispensable à la promotion d'un développement durable.* »

L'Ambassadeur des Pays-Bas près le Bénin, Joris Jurrens, se réjouit que la conférence ait lieu au lendemain de la journée mondiale de la biodiversité. « *La biodiversité se retrouve parfaitement dans le terme global qui nous réunit ici* », a-t-il déclaré, rappelant que le soutien des Pays-Bas dans la lutte contre les changements climatiques s'inscrit dans le cadre de la coopération pour le développement où la réduction de la pauvreté occupe une place centrale.

Pour le représentant de Woord end Daad, cette conférence est cruciale dans le contexte actuel de crise climatique. Il soutient la nécessité de collaborer avec tous les acteurs à divers niveaux pour relever le défi climatique.

Cérémonie d'inauguration

Martin Pépin Aina, Directeur Général de l'Environnement et du Climat, Ministre du Cadre de Vie et du Développement en charge du transport, a partagé des perspectives alarmantes tirées du

rapport Bénin Perspective Économie 2024 de la Banque mondiale : Les projections indiquent une diminution potentielle d'un tiers des rendements agricoles d'ici 2050, en raison des hausses de température et de la diminution des pluies. Les pertes de PIB réel dues aux effets des changements climatiques pourraient passer de 7% à 11% entre 2030 et 2050. « *C'est en anticipant sur toutes ces menaces que le gouvernement du Bénin a clairement affiché sa vision face aux changements climatiques, celle de construire un pays résilient où le développement socioéconomique se fait de manière durable et inclusive* », a-t-il justifié.

Aguemon Dossa, Directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a officiellement ouvert les travaux de la conférence, soulignant l'importance de ces débats enrichissants pour apporter les solutions adéquates au défi climatique.

Vue d'ensemble des participants

Cette conférence de haut niveau, avec six panels au programme, réunit environ une centaine de participants issus des pays d'Afrique de l'Ouest, membres ou non de Benkadi. Elle sert de tribune pour plaider en faveur de mesures concrètes en matière de justice climatique et de financement, avec pour objectif ultime la construction d'un avenir résilient et durable pour la région.

Megan Valère SOSSOU

Lutte contre les grossesses

précoces à Zogbodomey: l'ONG New World lance un projet

Face à la récurrence des cas de grossesses précoces observés dans la commune de Zogbodomey précisément dans l'arrondissement de Domè, l'ONG New World apporte une solution. Devant un parterre d'autorités locales, de sages et de têtes couronnées, d'artisans, d'acteurs de la santé, de l'éducation, du social ainsi que de jeunes hommes et femmes de l'arrondissement, le projet a été lancé ce mercredi 08 mai 2024 à Domè.

Vue d'ensemble des participants

Le projet intitulé, « Protection des jeunes filles contre les grossesses précoces dans l'arrondissement de Domè dans la commune de Zogbodomey : à la découverte des méthodes contraceptives », est porté par l'ONG New World avec le soutien de Plan International à travers son programme Youth Challenge Fund 3.

Marie Reine TODOEDJI, présidente de l'ONG New World, a souligné l'urgence d'agir face au fléau des grossesses précoces et non désirées qui affligent les jeunes filles de la commune.

« L'ONG New World avec l'appui de Plan International travaillera afin d'apporter une solution claire aux problématiques majeures liées à l'éducation sexuelle des jeunes filles et garçons par le biais des actions concrètes », a-t-elle déclaré avant de lancer un appel à tous les acteurs de l'arrondissement à se mobiliser pour la réussite dudit projet.

Marie Reine TODOEDJI, présidente de l'ONG New World

Dikou Moumouni, Chef d'arrondissement,

Adama OROU, Représentante de Plan International

Le Chef d'arrondissement, Dikou Moumouni, a exprimé son optimisme quant à l'impact positif que le projet pourrait avoir sur la communauté de Domè, tout en s'engageant à jouer un rôle actif dans sa réussite, notamment en facilitant la participation des pères éducateurs.

En lançant officiellement ce projet, Adama OROU, Représentante de Plan International, dit espérer que la contribution de tous les acteurs communaux et locaux à la mise en œuvre des activités du projet servira à le faire progresser et à atteindre les objectifs fixés. Car la montée des grossesses précoces constitue un problème de santé publique majeur, susceptible de compromettre l'avenir des jeunes filles en les exposant à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

« Ce projet traduit concrètement la prise de conscience à agir et les enjeux du développement de la commune de Zogbodomey d'une part et le souci de maximiser l'impact des activités face à la réalité impressionnante des besoins de la population de Zogbodomey », a-t-elle laissé entendre. Tout en saluant le caractère participatif du projet, elle a appelé à la mobilisation de tous les acteurs locaux pour en assurer le succès.

Présentation du Projet / Déo-Gratias Bonou, Chargé de Projet

Présentation du Projet / Gérard Totongnon, Chargé de Partenariat

Les responsables ont saisi l'occasion de présenter le projet au public. Déo-Gratias Bonou, le Chargé de Projet a annoncé que le projet vise à contribuer à la protection des jeunes filles contre les grossesses précoces dans l'arrondissement de Domè dans la commune de Zogbodomey.

Gérard Totongnon, Chargé de partenariat, a pour sa part développé la méthodologie de réalisation du Projet. À l'en croire, il s'agit de sensibiliser 50 adolescentes et jeunes filles non seulement sur les moyens de prévention des grossesses précoces, mais aussi sur les avantages et les conséquences des méthodes contraceptives dans chacun des huit (08) villages de Domè. Pour y arriver, des pères éducateurs ont déjà été identifiés pour faciliter la sensibilisation sur le terrain at-il confié.

Une initiative salubre, apprécient plusieurs acteurs

Ce projet a une particularité, croit Patrice Bouko, Directeur du Collège d'Enseignement Général de Domè, il n'intervient pas directement dans les écoles mais plutôt dans les communautés. Dans les communautés, se réjouit-il, « *les parents y sont. Les frères et sœurs des jeunes filles y sont. Ils seront beaucoup plus imprégnés des réalités du projet.* » Il appelle les pères éducateurs à restituer intégralement dans les communautés les connaissances qui seront acquises à la suite de la formation sans considération d'ordre religieux, politique.

Les participants

Participants

Valérie Agbangla, assistante sociale au centre de promotion sociale de Zogbodomey, a mis en avant le rôle du projet dans la prévention des grossesses en milieu scolaire et d'apprentissage, soulignant l'importance de la collaboration entre le centre social et l'organisation pour le bien-être des jeunes filles.

Le Major du centre de santé de Domè, l'Infirmier Diplômé d'État, DOSSOU Boris, a salué l'extension de l'initiative à l'ensemble de la communauté, soulignant qu'il vient en renfort aux actions sanitaires déjà menées en milieu scolaire.

Flora Kpadonou de Domè centre et Moïse Lokonon de Kessekpogon, deux des pères éducateurs sélectionnés, ont exprimé leur engagement à jouer un rôle déterminant et actif dans la sensibilisation des adolescents et jeunes filles, afin d'atteindre les objectifs ambitieux du projet.

Le lancement de ce projet initié par l'ONG New World marque ainsi le début d'une série d'activités en lien avec la lutte collective contre les grossesses précoces. Il témoigne de l'engagement de la jeune équipe de l'ONG New World et de la détermination des acteurs au niveau local à protéger la santé et l'avenir des jeunes filles de Zogbodomey.

Que savoir de l'ONG New World ?

Rappelons que l'ONG New World est une organisation dynamique et innovante qui participe pleinement et activement aux côtés des institutions nationales et autres partenaires à l'offre et à la disponibilité permanente de prestation de services dans divers domaines de développement dans l'unique but d'accroître la qualité de vie des populations de toutes les catégories sur toute l'étendue du territoire national. Elle intervient dans les domaines de la santé et la nutrition, de l'environnement et de la technologie, de l'information et de la communication.

Megan Valère SOSSOU

Campagne en faveur du Droit à

La Santé au Bénin : Amnesty International Benin met les bouchées doubles

Dans le cadre de sa campagne visant à promouvoir le droit à la santé au Bénin, Amnesty International organise un atelier de présentation et d'implication des parties prenantes de la société civile à Grand Popo, du 22 au 24 mai 2024. Cette rencontre réunit des acteurs divers, dont des membres de la société civile, des journalistes, des médecins, des blogueurs et des activistes. L'objectif est de définir, en collaboration avec ces participants, les aspects prioritaires de la campagne et de proposer des stratégies pour assurer son efficacité.

Les participants en salle

Dieu Donné Dagbeto, Directeur Exécutif d'Amnesty International Bénin, a ouvert l'atelier en soulignant l'engagement de l'organisation envers les droits humains. Il a accueilli les participants en déclarant : « Depuis l'année dernière, nous avons commandité une étude dont les conclusions vous seront présentées. Le secrétariat national a décidé de poursuivre ce travail avec vous. Parce que nous n'allons pas inventer la roue. Nous savons que beaucoup d'organisations travaillent déjà sur la question. Nous avons des acquis. »

Le Directeur Exécutif a précisé que l'atelier de trois jours serait consacré à la réflexion, aux propositions et à la construction de solutions. « Nous espérons que les conclusions de cet atelier permettront de surmonter les obstacles actuels et d'améliorer le droit à la santé au Bénin », a-t-il ajouté.

Cérémonie inaugurale de l'atelier

Dans son allocution d'ouverture officielle de l'atelier, Dr Crespin Soglohoun, représentant l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé, a rappelé l'importance du droit à la santé. « La santé est un droit fondamental inaliénable de chaque être humain. Un droit qui est consacré dans de nombreux traités internationaux, y compris la Déclaration universelle des droits de l'Homme. » Il a encouragé les participants à partager leurs connaissances et à s'engager activement dans les discussions. « Nous croyons fermement que chaque individu, quelle que soit sa situation économique, a le droit d'accéder à des soins de santé de qualité sans discrimination ni exclusion », a-t-il conclu.

Plusieurs présentations sont au menu de cette rencontre, notamment l'étude sur le droit à la santé en milieu urbain et périurbain en 2023 et le dispositif de sécurité des patients dans les établissements de santé. Les objectifs et les grandes lignes de la campagne ont également été présentés. Les participants, à travers des travaux de groupe, contribuent activement à la conception des outils et techniques nécessaires pour réussir cette campagne, qui sera déployée de manière physique, digitale et sur les médias.

Cet atelier plante le décor pour la campagne d'Amnesty International Bénin en faveur du droit à la santé au Bénin. Cette campagne permettra de sensibiliser le public et de conduire un plaidoyer institutionnel afin de garantir un accès équitable à des soins de santé de qualité pour tous les Béninois.

Megan Valère SOSSOU

Atelier multi-acteurs sur l'aire marine protégée de Donaten : le rapport de l'étude diagnostique validé

Du 16 au 17 mai 2024, à l'hôtel Chez Théo à Possotomè dans le Mono, s'est tenu l'atelier de validation du rapport diagnostique de l'étude sur l'aire marine protégée de Donaten. Une activité conduite sous la direction du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) grâce à l'appui du programme Benkadi de la PASCiB au Bénin.

Une vue des participants à l'atelier

Mission accomplie, a déclaré en filigrane le Directeur Général du CENAGREF, Monsieur Abdel Aziz Baba-Moussa, à la clôture de l'atelier. L'étude attendue pour l'année dernière est enfin achevée et son rapport validé. Désormais, les regards sont tournés vers l'élaboration du plan d'aménagement des aires marines protégées. Pour le Chef de Projet Benkadi, Monsieur Sagbo Damien Djodjo Kouton, les objectifs assignés à l'atelier ont été largement atteints, et il félicite les participants.

Selon le Secrétaire Permanent de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), Monsieur Ernest Comlan Pédro, le sujet de la rencontre est d'une importance capitale. Depuis environ quinze ans, la PASCiB œuvre pour la participation inclusive des différentes catégories d'acteurs sur ces questions, remontant aux discussions et à la validation de l'Accord de Busan. Cet accord stipule que pour passer de l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement, les États doivent inclure toutes les catégories d'acteurs dans toute la chaîne de développement, de

l'identification et de l'élaboration des stratégies à leur mise en œuvre et suivi-évaluation. Il se réjouit que ce plaidoyer soit une réalité au Bénin, soutenue par le gouvernement actuel, qui suit la dynamique initiée depuis le 13 octobre 2011. En renouvelant le décret favorisant cette inclusion le 22 juin 2022, le gouvernement montre son engagement. La reconnaissance des acteurs est encore renforcée par l'inclusion de cette dynamique dans la loi d'orientation agricole de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (LOASAN).

Le Secrétaire Permanent de la PASCiB a encouragé les participants à apporter des contributions techniques utiles et a exprimé sa confiance dans la production de résultats de qualité, compte tenu des compétences des participants. La Présidente de l'Association nationale des mareyeurs et mareyeuses du Mono, Madame Catherine Zinsou, a remercié les organisateurs pour l'invitation à cette tâche noble de validation.

Lors de l'ouverture de l'atelier, le Directeur Général du CENAGREF, Monsieur Abdel Aziz Baba-Moussa, s'est félicité de l'aboutissement de l'étude diagnostique qui aurait dû s'achever plus tôt. Il a salué l'approche inclusive adoptée depuis 1996 par le secteur forestier et poursuivie pour des études similaires, soulignant que le bonheur des populations ne peut se faire sans leur participation.

Le DG/CENAGREF a précisé que l'atelier était à la fois hautement scientifique et philosophique, recommandant une analyse rigoureuse des résultats de l'étude qui fournira une cartographie des terroirs riverains. Le CENAGREF, chargé par l'État béninois de gérer les deux aires marines protégées créées par décret en janvier 2022, remercie le projet Benkadi de la PASCiB pour son soutien. Les objectifs de l'atelier étaient d'étudier les résultats, de formuler des observations et de valider les conclusions. De plus, le CENAGREF vise à proposer une vision pour les aires marines et à discuter des

options d'aménagement avec le Réseau des Aires Marines Protégées d'Afrique de l'Ouest (RAMPAO), qui a accepté d'accompagner le CENAGREF dans l'élaboration du plan d'aménagement de ces aires marines protégées.

Les participants, invités à donner le meilleur d'eux-mêmes, étaient issus d'organisations non gouvernementales, de structures étatiques, notamment des eaux et forêts, du ministère en charge du cadre de vie, des mairies, de la préfecture maritime, des consultants ayant conduit les études, des experts du programme Benkadi, et d'autres.

Cellule Communication Benkadi

Journée mondiale des Abeilles : Lucretse Yeheze Koclo nous parle de l'importance de ces grandes espèces pollinisatrices

Les pollinisateurs dont les abeilles jouent un rôle crucial dans la préservation de l'écosystème et dans la sécurité alimentaire des communautés. Cependant, ces grandes espèces pollinisatrices subissent de nombreuses pressions anthropiques, et sont menacées d'extinction. Pour échanger autour de l'importance des abeilles et du rôle de la jeunesse dans la protection de ces grandes espèces pollinisatrices, Ferrante Gnimadi du Journal Santé Environnement s'est entretenue, dans le cadre de la journée mondiale des abeilles, célébrée ce 20 mai 2024, avec l'apicultrice béninoise Lucretse

*Yeheze Koclo, agronome de formation et promotrice de la marque
\\ »Merveille des Abeilles\\ ».*

Disponible en article et en podcast

Lucesse Yeheze Koclo

Voici l'intégralité de l'interview qu'elle a accordée à votre média :

Journal Santé Environnement (Ferrante Gnimadi): Madame Lucesse Yeheze Koclo, bonjour !

Lucesse Yeheze Koclo : Bonjour madame la journaliste.

Journal Santé Environnement (Ferrante Gnimadi): Merci d'avoir accepté notre invitation. C'est un plaisir pour nous de vous recevoir ce matin.

Lucesse Yeheze Koclo : Le plaisir est partagé. Merci pour l'intérêt accordé à ma modeste personne.

Journal Santé Environnement (Ferrante Gnimadi): Le 20 Mai est la journée mondiale des abeilles. Que représente cette journée pour vous ?

Lucesse Yeheze Koclo: En tant qu'apicultrices, la journée du 20 Mai est une journée très importante pour nous. C'est une journée spécialement dédiée aux abeilles pour leur capacité à travailler pour l'environnement et pour les hommes également, malgré qu'elles soient peu considérées par ces derniers. C'est aussi une journée dédiée à toute la chaîne apicole. Il s'agit des apiculteurs, des agriculteurs, des naturalistes pour ne citer que ces acteurs-là.

Lucesse Yeheze Koclo prépare un rucher

Journal Santé Environnement (Ferrante Gnimadi): Cette année, la journée mondiale des abeilles est célébrée autour du thème : << Volons au secours des abeilles avec les jeunes>>. Comment

les jeunes peuvent-ils contribuer à la sauvegarde des abeilles ?

Lucesse Yeheze Koclo : Pour contribuer à la sauvegarde des abeilles, les jeunes peuvent défendre la cause des abeilles dans leur entourage en évitant l'utilisation des produits chimiques, en mettant en terre des plantes mellifères, en évitant la déforestation et en faisant du reboisement. Ils ont également la possibilité de consommer du miel à la place du sucre pour encourager les apiculteurs, car peu d'entre eux consomment du miel. Aussi peuvent-ils se faire former en apiculture. Parlant de formation, nous avons, par exemple, le projet AZÔLI, qui a eu à former 10.000 jeunes en apiculture. Je pense que c'est un pas à encourager.

Journal Santé Environnement (Ferrante Gnimadi): Dans un contexte de changement climatique, comment les abeilles peuvent-elles contribuer à la sécurité alimentaire ?

Lucesse Yeheze Koclo : Les abeilles peuvent contribuer à la sécurité alimentaire à travers la pollinisation des plantes. Elles favorisent la production agricole et constituent une source de revenus pour ceux qui pratiquent l'apiculture. Sans les abeilles, notre alimentation serait fortement modifiée.

Le miel de la marque Merveilles des Abeilles disponibles en contactant le +229 66 37 64 26

Journal Santé Environnement (Ferrante Gnimadi): Nous arrivons au terme de nos échanges. Quel message avez-vous à l'endroit de nos communautés quant à la relation que nous devons entretenir avec les abeilles ?

Lucesse Yeheze Koclo : J'exhorte tout le monde à prendre conscience de ce que subissent ces insectes pollinisateurs, car elles sont menacées de disparition et elles méritent une attention particulière. Nous devons observer des gestes écocitoyens à l'égard des abeilles, en évitant la coupe abusive

et inutile des arbres, en encourageant le reboisement et en plantant surtout des arbres mellifères autour de nous. Cela participe à la sauvegarde de l'\\l'environnement et des abeilles.

Propos recueillis et transcrits par Ferrante Gnimadi